



Ordonnance de télécom CRTC 2015-463

Version PDF

Ottawa, le 20 octobre 2015

Numéros de dossiers : 8638-C12-201501833 et 4754-489

Demande d'attribution de frais concernant la participation de l'Association des consommateurs du Canada, du Centre pour la défense de l'intérêt public et du Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia à l'instance amorcée par l'avis de consultation de télécom 2015-66

Demande

1. Dans une lettre datée du 8 juin 2015, l'Association des consommateurs du Canada, le Centre pour la défense de l'intérêt public (PIAC) et le Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia (collectivement PIAC et autres) ont présenté une demande d'attribution de frais pour leur participation à l'instance amorcée par l'avis de consultation de télécom 2015-66 concernant la politique de notification publique relative au retrait du dernier téléphone payant dans une collectivité (instance).
2. Le Conseil n'a reçu aucune intervention en réponse à la demande d'attribution de frais.
3. Le PIAC et autres ont indiqué qu'ils avaient satisfait aux critères d'attribution de frais énoncés à l'article 68 des *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (Règles de procédure)*, car ils représentaient un groupe ou une catégorie d'abonnés pour qui le dénouement de l'instance revêtait un intérêt, ils avaient aidé le Conseil à mieux comprendre les questions examinées et ils avaient participé à l'instance de manière responsable.
4. Le PIAC et autres ont demandé au Conseil de fixer leurs frais à 11 735,48 \$, représentant exclusivement des honoraires d'avocat externe (36,1 heures pour l'avocat externe principal et 12,2 heures pour un stagiaire en droit). La somme réclamée par le PIAC et autres comprenait la taxe de vente harmonisée (TVH) de l'Ontario appliquée aux frais, moins le rabais en lien avec la TVH auquel le PIAC et autres ont droit. Le PIAC et autres ont joint un mémoire de frais à leur demande.
5. Le PIAC et autres ont précisé que Bell Canada et la Société TELUS Communications (STC) sont les parties appropriées qui devraient être tenues de payer tous les frais attribués par le Conseil (intimés).

Résultats de l'analyse du Conseil

6. Les critères d'attribution de frais sont énoncés à l'article 68 des *Règles de procédure*, qui se lit comme suit :

Canada^{ca}

68. Le Conseil décide d'attribuer des frais définitifs et fixe le pourcentage maximal de ceux-ci en se fondant sur les critères suivants :

a) le fait que le dénouement de l'instance revêtait un intérêt pour le demandeur ou pour le groupe ou la catégorie d'abonnés qu'il représentait;

b) la mesure dans laquelle le demandeur a aidé le Conseil à mieux comprendre les questions qui ont été examinées;

c) le fait que le demandeur a participé à l'instance de manière responsable.

7. Le PIAC et autres ont satisfait à ces critères par leur participation à l'instance. Plus précisément, le PIAC et autres ont fourni des arguments axés sur les consommateurs en appui de l'élargissement de la définition d'une « collectivité », et ils ont préconisé l'élargissement de la portée de l'exigence de notification à laquelle les fournisseurs de téléphones payants sont assujettis avant le retrait du dernier téléphone payant dans une collectivité. Ils ont souligné ce qui, à leur avis, constituait une prise en compte inadéquate des intérêts des consommateurs utilisant les téléphones payants dans les mémoires des fournisseurs de services de téléphones payants. Le PIAC et autres ont aussi fourni des observations détaillées en appui de la proposition d'une exigence de notification simplifiée décrite dans une lettre du personnel du Conseil. Dans ces observations, le PIAC et autres se sont opposés à l'affirmation de Bell Canada que l'adoption de l'exigence de notification simplifiée serait une mesure indûment lourde. Le PIAC et autres ont donc aidé le Conseil à mieux comprendre les questions qui ont été examinées dans l'instance.
8. L'utilisation par le PIAC et autres d'un stagiaire en droit pour 12,2 heures est conforme à l'encouragement du Conseil dans les Lignes directrices pour l'évaluation des demandes d'attribution de frais (Lignes directrices) du Conseil, telles qu'elles sont énoncées dans la politique réglementaire de télécom 2010-963, concernant le recours responsable à un conseiller juridique. Cela indique que le PIAC et autres ont participé à l'instance de manière responsable.
9. Les taux réclamés pour les honoraires d'avocat externe sont conformes aux taux établis dans les Lignes directrices. Le Conseil conclut que le montant total réclamé par le PIAC et autres correspond à des dépenses nécessaires et raisonnables et qu'il y a lieu de l'attribuer.
10. Il convient dans le cas présent de sauter l'étape de la taxation et de fixer le montant des frais attribués, conformément à la démarche simplifiée établie dans l'avis public de télécom 2002-5.
11. En général, le Conseil désigne intimés à une attribution de frais les parties qui sont particulièrement visées par le dénouement de l'instance dont il est question et qui y ont participé activement. Les parties suivantes étaient particulièrement visées par le dénouement de l'instance et y ont participé activement : Bell Aliant Communications régionales, société en commandite; Bell Canada; Norouestel Inc.; et Télébec, Société en commandite (collectivement Bell Canada et autres); MTS Inc.; Saskatchewan Telecommunications; et la Société TELUS Communications (STC).

12. Le Conseil estime que, conformément à sa pratique, il convient de répartir la responsabilité du paiement des frais entre les intimés en fonction de leurs revenus d'exploitation provenant d'activités de télécommunication (RET)¹, critère qu'il utilise pour déterminer la prépondérance et l'intérêt relatifs des parties à l'instance. Toutefois, dans l'ordonnance de télécom 2015-160², le Conseil a estimé que 1 000 \$ devrait être le montant minimal à payer par l'intimé étant donné le fardeau administratif que l'attribution de petits montants impose autant au demandeur qu'aux intimés. Par conséquent, le Conseil conclut que, dans le cas présent, les intimés appropriés sont Bell Canada et autres et la STC, et que la responsabilité du paiement des frais devrait être répartie comme suit :

Entreprise	Pourcentage	Montant
STC	51,7 %	6 067,24 \$
Bell Canada et autres	48,3 %	5 668,24 \$

13. Conformément à l'approche générale énoncée dans l'ordonnance de frais de télécom 2002-4, le Conseil désigne Bell Canada responsable du paiement au nom de Bell Canada et autres. Le Conseil laisse aux membres de Bell Canada et autres le soin de déterminer entre eux leur part respective.

Directives relatives aux frais

14. Le Conseil **approuve** la demande d'attribution de frais présentée par le PIAC et autres pour leur participation à l'instance.

15. Conformément au paragraphe 56(1) de la *Loi sur les télécommunications*, le Conseil fixe à 11 735,48 \$ les frais devant être versés au PIAC et autres.

16. Le Conseil **ordonne** à la STC et à Bell Canada et autres de payer immédiatement au PIAC et autres le montant des frais attribués, dans les proportions établies au paragraphe 12.

Secrétaire général

Documents connexes

- *Demande d'attribution de frais concernant la participation de l'Ontario Video Relay Service Committee à l'instance amorcée par l'avis de consultation de télécom 2014-188, Ordonnance de télécom CRTC 2015-160, 23 avril 2015*

¹ Les RET correspondent aux recettes des télécommunications canadiennes provenant des services locaux et d'accès, de l'interurbain, de la transmission de données, des liaisons spécialisées, d'Internet et du sans-fil. Dans la présente ordonnance, le Conseil a utilisé les RET des intimés en se basant sur leurs plus récents états financiers vérifiés.

² Voir le paragraphe 21 de l'ordonnance de télécom 2015-160.

- *Résultats de la procédure d'établissement des faits sur le rôle des téléphones payants dans le système canadien des communications – Suivi de la politique de notification publique relative au retrait du dernier téléphone payant dans une collectivité, Avis de consultation de télécom CRTC 2015-66, 26 février 2015*
- *Révision des pratiques et des procédures du CRTC en matière d'attribution de frais, Politique réglementaire de télécom CRTC 2010-963, 23 décembre 2010*
- *Nouvelle procédure d'adjudication de frais en télécommunications, Avis public de télécom CRTC 2002-5, 7 novembre 2002*
- *Demande d'adjudication de frais présentée par Action Réseau Consommateur, l'Association des consommateurs du Canada, la Fédération des associations coopératives d'économie familiale et l'Organisation nationale anti-pauvreté – Avis public CRTC 2001-60, Ordonnance de frais de télécom CRTC 2002-4, 24 avril 2002*